

Chers membres du réseau de l'ancienne FSFA, chers intéressés,

La course des géants de la technologie pour développer une Intelligence Artificielle Générale (IAG) est en marche. Cela comporte des risques. La Suisse officielle et ses deux écoles polytechniques fédérales, l'ETHZ et l'EPFL, sont passées à l'action. Leur initiative de création du réseau [ICAIN](#) vise à promouvoir l'IA pour le bien de tous. Le [Swiss Call for Trust & Transparency](#) veut rassembler les forces afin de détecter à temps les risques de l'IA générative et de les aborder de manière proactive. Quel rôle – également au niveau international – la Suisse officielle pourrait-elle jouer avec l'EPFZ et l'EPFL pour un développement de l'IA digne de confiance ?

### **Convention sur l'IA du Conseil de l'Europe**

Ce n'est pas par hasard que le premier ensemble de règles regroupant de nombreux pays, la Convention sur l'IA du Conseil de l'Europe, ait été élaborée sous la présidence suisse. L'ambassadeur Thomas Schneider, vice-directeur de l'OFCOM, qui dirigeait le [comité IA \(CAI\)](#) du Conseil de l'Europe, est parvenu à un compromis qui a pu être adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 17.5.2024 à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire du Conseil de l'Europe. Y ont participé non seulement les [46 États membres](#) du Conseil de l'Europe, mais aussi d'autres acteurs, comme les États-Unis, le Canada, Israël et le Japon, ainsi que plus de 70 organisations de la société civile. De toute évidence, le CAI s'est battu pour définir le champ d'application, comme le montre le [communiqué de presse de l'OFCOM](#) de mars 2024. Les représentations de l'UE et de la société civile ont plaidé pour que la convention sur l'IA s'applique sans distinction non seulement aux acteurs étatiques, mais aussi, et c'est bien plus important, aux acteurs privés. Le compromis consiste désormais à accorder aux États qui ratifient la convention sur l'IA une plus grande flexibilité en ce qui concerne les acteurs privés lors de la mise en œuvre nationale – manifestement par égard pour les États-Unis et les géants de la technologie. Après tout, selon cet ensemble de règles, les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, d'État de droit et de démocratie doivent être respectées lors du développement et de l'utilisation de l'IA. La convention sur l'IA devrait être ouverte à la signature des États à partir de septembre 2024.

### **La diplomatie suisse, facteur de succès – la Genève internationale**

Que la diplomatie suisse puisse agir avec succès, nous ne le savons pas seulement depuis l'élection de l'ancien conseiller fédéral Alain Berset au poste de Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, le premier suisse à occuper cette fonction importante. Elle joue également un rôle important dans la Genève internationale. Celle-ci est le siège de nombreuses organisations de l'ONU et, depuis des décennies, un centre pour des congrès internationaux de haut niveau sur la numérisation et le développement de l'IA. En voici quelques exemples.

Du 27 au 31 mai 2024, Genève a accueilli le [Forum SMSI+20 2024](#), organisé par des organisations de l'ONU et la Confédération suisse, en même temps que le [AI for Good Global Summit](#). Lors de l'ouverture, le conseiller fédéral Albert Rösti ([ici](#)) a dressé un bilan de ce qui a été réalisé depuis 2003 – date de la première organisation du SMSI (Sommet mondial sur la société de l'information) à Genève – pour un développement plus équitable de la numérisation au niveau mondial. À la suite du SMSI de Tunis (2005), le premier Internet Governance Forum des Nations Unies, le IGF, a été créé, également avec siège à Genève. Le prochain forum IGF, le [IGF 2024](#), aura lieu du 15 au 19 décembre 2024 à Riyad (Arabie Saoudite). La contribution de la Suisse, appelée [Messages from Berne](#), a été préparée dans le cadre du [Swiss IGF 2024](#), ouvert à tous les intéressés, à l'attention du European Dialogue on Internet Governance ([EuroDIG](#)) du 17 au 19 juin à Vilnius (Lituanie), puis comme input pour le IGF 2024.

### **La Suisse lance le premier label de confiance du monde – Swiss Digital Initiative**

Le [Digital Trust Label for AI](#) de la [Swiss Digital Initiative](#) est le premier du genre au monde. La Swiss Digital Initiative a été officiellement lancée lors du [WEF 2020](#). Il s'agit d'une fondation de droit privé dont le siège est à Genève, présidée par l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard. La fondation veut encourager les entreprises du monde entier à respecter des normes éthiques dans les applications numériques et a récemment étendu explicitement le label à l'IA.

La Suisse dispose d'un potentiel lui permettant d'assumer une plus grande responsabilité dans des questions de sécurité des futurs développements de l'IA et de jouer un rôle de pionnier au niveau international. Les premières bonnes approches existent. Va-t-elle exploiter ce potentiel ?

Avec nos salutations les meilleures,  
Pour le réseau de l'ancienne FSFA : Hanna Muralt Müller

**Nouveau droit de la protection des données : Si vous ne souhaitez plus recevoir cet e-mail, veuillez me contacter !**